SOMMET MONDIAL FAO SUR L'ALIMENTATION EN NOVEMBRE

La faim cachée aux mille visages

Aux famines des années soixante-dix succède une autre tragédie plus sournoise: la malnutrition. Moins spectaculaire, elle apparaît pourtant pour les nutritionnistes comme un frein important au développement économique (1).

Plus de vingt ans déjà que le monde découvrait l'horreur des grandes sécheresses au Sahel. Photos de cadavres de troupeaux décimés, d'enfants affamés et assoiffés rappelaient ce que, quelques années plus tôt, l'Inde puis le Biafra avaient connu. Puis il y eut l'Ethiopie, la Somalie... Autant de visages faisant resurgir la peur ancestrale des grandes famines, guerres et autres calamités, renvoyant les Occidentaux aux lointaines épidémies de pestes du Moyen Age.

La faim dans le monde ne mobilise plus les foules. Les caméras de télévision ont fait le trop plein d'images choc en Somalie. En même temps, l'état alimentaire de la planète s'est amélioré par rapport à la situation catastrophique des années soixante. Les «petits Chinois qui meurent de faim» ne sont plus un moyen de chantage pour les jeunes enfants des pays riches qui refusent de manger leur soupe trop chaude.

La faim va-t-elle régresser dans le monde ?

L'Asie sort, en grande partie, rassasiée de sa révolution verte. Même la FAO volontiers catastrophiste, affiche aujourd'hui un bel optimisme. Elle estime que les zones où subsistent faim et malnutrition vont continuer de régresser sur la carte du globe, comme c'est la tendance depuis les années soixante. Globalement, la planète aura de quoi se nourrir au cours des vingt prochaines années, toujours selon l'organisation des Nations-unies. «*Depuis 1960, la production agricole mondiale croît plus vite que la population et cette tendance va se poursuivre*», constate Nikos Alexandratos, de la FAO.

En Asie orientale, la sous-alimentation ne concernera plus que 4 % de la population en 2010 contre 44 % au début des années soixante-dix. Seule l'Afrique subsaharienne ne connaîtra pas d'amélioration notable de sa situation nutritionnelle. Dans cette partie du continent, le nombre de personnes sous-alimentées passera de 175 actuellement à 300 millions, soit le tiers de sa population (voir ci-contre).

En Amérique Latine (ici en Bolivie), la malnutrition frappe les familles les plus pauvres

Cette tendance ne résout pas pour autant ce qui apparaît comme le nouveau défi alimentaire mondial: la malnutrition. Car, à côté des famines «visibles», se développe une autre tragédie que le géographe Yves Lacoste qualifie de «tragédie invisible». Celle-ci n'offre rien à voir, rien à photographier, rien à filmer. Pas de cadavres, pas de corps recroquevillés dans la poussière. Juste parfois, quelques signes de maigreur, de fatigue ou de croissance trop faible (à Madagascar, par exemple, on a noté une baisse de la taille moyenne des individus au cours des vingt dernières années). Et pour cause, cette tragédie invisible, liée à des carences alimentaires, a pour origine ce que le corps humain recèle de plus microscopique, les micro-nutriments. Ce sont tous ces aliments dont le corps a besoin, même en très faible quantité: les minéraux comme le fer, le calcium et le magnésium; les vitamines. Ils servent le plus souvent à mieux assimiler le pouvoir nutritif des aliments. Le manque de micro-nutriments est à l'origine de séquelles souvent irréversibles: le fer, première cause de mortalité chez les mères des pays pauvres, l'iode, à l'origine de l'anémie, la vitamine A, tellement indispensable à la croissance des jeunes enfants, et à l'origine de la cécité infantile. Ces carences proviennent d'une nourriture insuffisamment variée, et concentrée sur les tubercules au détriment des légumes verts, de la viande et du poisson.

Pour Francis Delpeuch, chercheur à l'Orstom (2), ce n'est que ces dernières années que l'on a réellement mesuré la gravité des conséquences de ces carences alimentaires en particulier chez l'enfant. «*Un enfant anémié ne sera pas dans d'aussi bonnes dispositions pour étudier à l'école qu'un enfant normalement nourri.*»

Progrès alimentaires

Face aux économistes qui considèrent que la croissance économique résoudra les problèmes alimentaires et de nutrition, F. Delpeuch répond: «*Manger plus ne constitue pas une garantie contre la malnutrition. La sécurité alimentaire peut être assurée en termes de quantités disponibles et de pouvoir d'achat des*

populations, sans pour autant que la malnutrition disparaisse. Plusieurs pays qui ont connu une forte croissance au cours des dernières décennies, comme le Pakistan ou le Nigeria, n'ont pas amélioré la situation nutritionnelle de leur population. A l'inverse, des pays restés très pauvres, mais qui ont lancé des politiques ciblées vers le bien-être des populations, le Botswana ou le Sri Lanka, ont connu des progrès importants sur le plan alimentaire.»

La malnutrition contre le développement

Ces politiques doivent elles-mêmes dépasser le strict cadre alimentaire. Le concept de sécurité alimentaire défendu par la FAO doit aussi prendre en compte d'autres thèmes comme l'hygiène, l'environnement, la santé, si elle souhaite apporter des solutions globales à la malnutrition. Si donc, celle-ci est une cause de blocage du développement en raison de la réduction des capacités productives des individus et si les problèmes de nutrition dépassent le seul cadre alimentaire, les politiques de développement doivent aujourd'hui reposer sur des politiques touchant bien sûr l'alimentation mais aussi la santé, l'éducation, l'hygiène. Elles doivent également se préoccuper d'une répartition plus juste des ressources alimentaires au profit des franges les plus vulnérables de la population que sont les femmes, les enfants et les pauvres ■

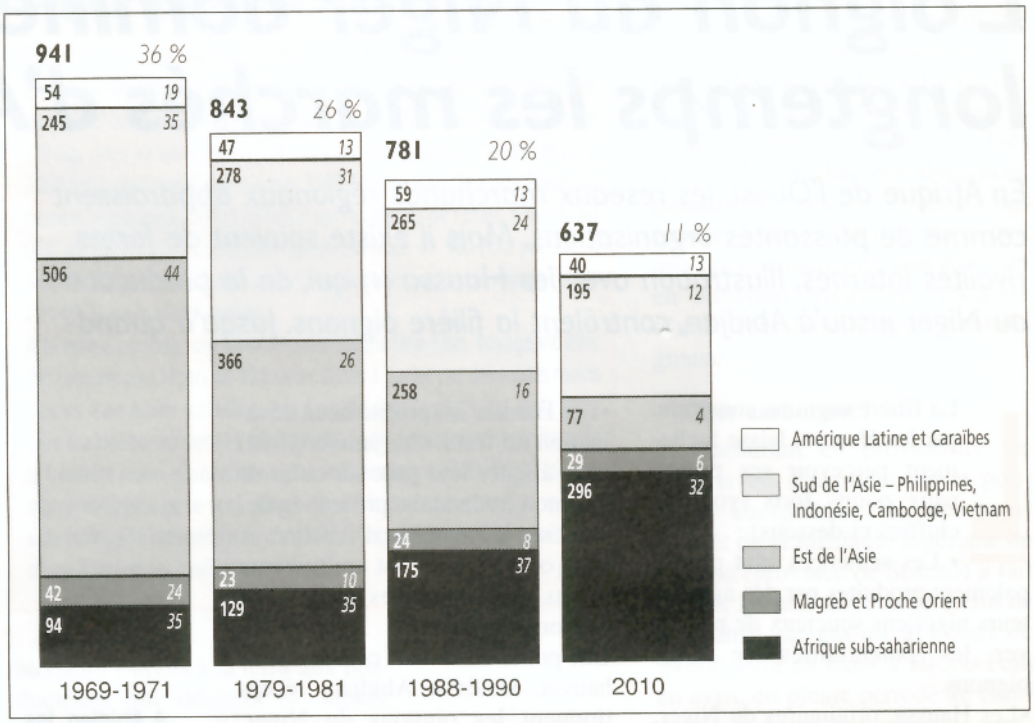
Antoine Labey

Journaliste à l'agence Syfia (Agropolis International, 34394 Montpellier cedex 5. Tel 04670475 81. E-mail : syfia@agropolis.fr)

●●●

1. Cet article fait suite aux rencontres «Nourrir la planète, réduire la pauvreté» des 9 et 10 septembre organisées par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom), Solagral, l'Inter-Réseaux...
Renseignements: Claudie Dreuil, Cirad-Mes. Tel 0467615665. Fax 0467615657. E-mail: dreuil@cirad.fr.
2. Orstom, BP 5045, 34032 Montpellier cedex 1. Tel 0467617400.

La malnutrition dans le monde



Comment lire ce graphique?

Les chiffres en haut représentent le nombre de personnes subissant la malnutrition dans les pays en voie de développement, à différentes périodes (le chiffre de 2010 représente bien sûr une prévision). Les chiffres en pourcentage correspondent à la proportion d'habitants mal nourris par rapport à la population totale de ces pays. Sur le côté gauche, les chiffres représentent le nombre de "mal-nourris" et le chiffre à droite indique le pourcentage par rapport à la population de chacun des ensembles géographiques. Par exemple, en 1988-1990, le nombre de "mal-nourris" en Amérique latine et Caraïbes est de 59 millions de personnes, soit 13 % de la population de cette région.

Sommet alimentation en bref... en bref... en bref... en bref...

Bientôt une convention mondiale?
Réuni en septembre à Yaoundé (Cameroun), le réseau Agricultures paysannes et modernisation (APM) soutenu par la Fondation Léopold Meyer pour le progrès de l'homme, a rédigé une déclaration *"L'alimentation pour tous: un droit et un devoir"*. Parmi les propositions, on peut notamment retenir celle d'une *"Convention mondiale sur l'alimentation à laquelle seraient associées les institutions internationales, les États et les acteurs de la société civile."* Sur la question de la Convention, quelques objectifs ont été définis: engager la responsabilité des gouvernements nationaux et de la société civile dans la formulation et la mise en œuvre au plan national de programmes de sécurité alimentaires. Des axes sont proposés:
- Des politiques agricoles appropriées (soutien des prix, organisation des marchés intérieurs, accès des agriculteurs à la terre...).
- Des systèmes de réserve nationaux et locaux financé par les taxes prélevées sur les exportations de produits alimentaires.
- La garantie d'un accès à l'alimentation pour les populations les plus pauvres.

Jeannot Minla Mfou'ou, APM BP 10008, Yaoundé, Cameroun. Tel (237) 21 53 89. Fax (237) 21 53 89.

Vers un monde sans faim?
C'est le titre du dossier de 68 pages proposé par l'ONG française Solagral. Ce dossier cerne les multiples composantes de la sécurité

alimentaire et leurs inter-relations. 14 fiches traitant des aspects historiques, géographiques... de la faim dans le monde.
Septembre 1996, 120 F.
A commander auprès de Solagral, 11 passage Penel, 75018 Paris. Tel 01 42 51 07 00. Fax 01 42 51 18 29.

Philippines, Mexique
La préparation du Sommet intéresse de nombreuses organisations paysannes. En avril dernier, Via Campesina (regroupement de 69 organisations paysannes de 37 pays) avait demandé à être associé au Sommet (voir Grain de sel n° 2 p. 22). Un souhait qui n'a pas été entendu. *Grain de sel* a reçu des points de vue de deux organisations paysannes: Unorca (Mexique) et DKMP (Philippines). Elles exposent leurs analyses à partir des réalités vécues localement. Les Philippins nous expliquent les difficultés des petits producteurs à trouver leur place: *"La libéralisation des échanges oblige notre gouvernement et les paysans à être compétitifs. En raison de l'incapacité de notre gouvernement à instituer des conditions favorables au niveau du crédit, de la fiscalité, de la recherche, etc., l'impact de la libéralisation sera négatif pour les petits producteurs. Certains d'entre eux ont déjà tendance à se tourner vers l'hôtellerie et le tourisme. De nombreuses femmes émigrent vers les villes et à l'étranger pour trouver du travail"* Le DKMP espère cependant que le Sommet permettra de *"diffuser une alternative à une vision économique orientée vers le tout-marché."* Dans les semaines à venir, *Grain de sel* souhaiterait recueillir le maximum de points de vue et de propositions des membres de l'IR sur toutes ces questions. Manifestez-vous!
Unorca. Fax 741 50 60. E-mail unorcared@laneta.apc.org
DKMP. Fax 63 29 24 37 67. E-mail cordova@emile.com.ph.